



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°17 – du 28 avril au 4 mai 2023

En bref

- Selon des propos rapportés par [Reuters](#), le porte-parole de Buckingham a déclaré que le couronnement de Charles III et les célébrations associées permettraient d'injecter plus d'1 Md£ dans l'économie. Toutefois, selon les économistes de [Bloomberg](#), le jour férié associé pourrait freiner la croissance économique. L'impact sur le PIB mensuel ne devrait néanmoins pas dépasser 0,1 pp selon Pantheon Macroeconomics.

- En avril, les prix de l'immobilier observés au Royaume-Uni ont augmenté pour la première fois en huit mois. Nationwide Building Society a [déclaré](#) que la valeur des maisons a augmenté de 0,5 % le mois dernier après une baisse de 0,7 % en mars.

- Malgré l'opposition persistante du principal syndicat d'infirmiers, le gouvernement compte mettre en œuvre un accord salarial pour les travailleurs du NHS en Angleterre, celui-ci ayant été accepté par une majorité de représentants du personnel. Cet accord

prévoit des primes d'une valeur maximale de 3 789 £ pour 2022-23 et une augmentation de salaire de 5 % pour 2023-24.

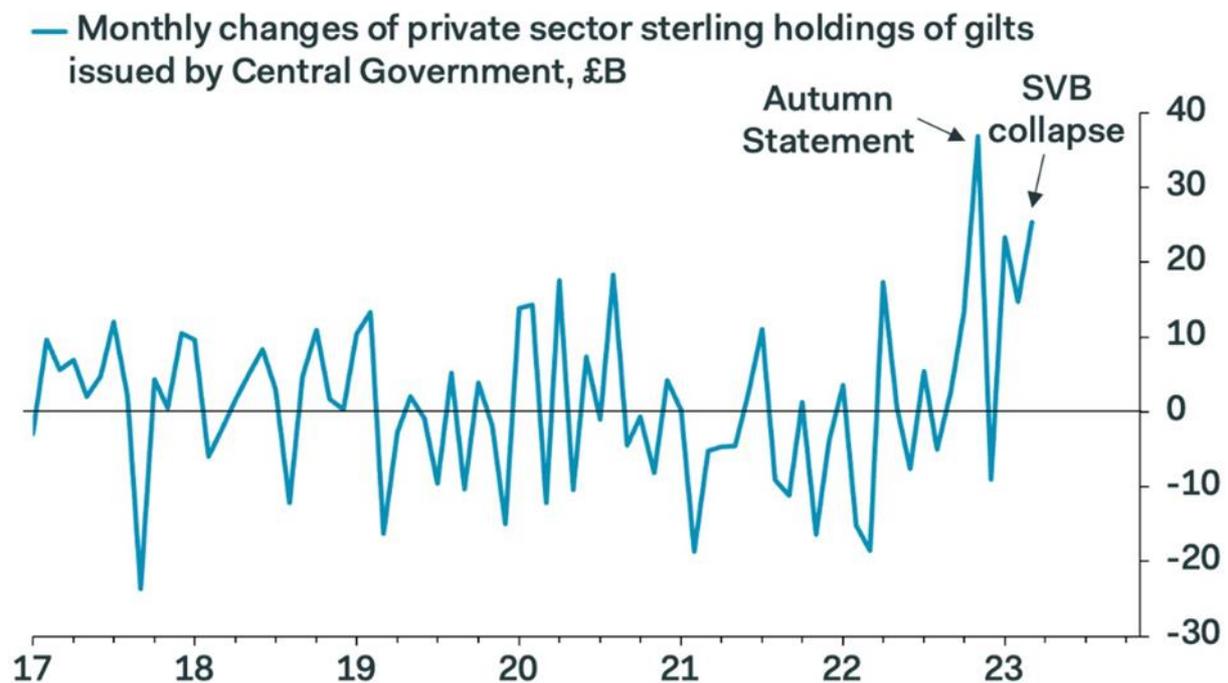
- Le parti travailliste [renonce](#) à son engagement d'abolir les frais de scolarité dans l'enseignement supérieur en Angleterre. Le coût de cette mesure pour les finances publiques était estimé à 9,5 Md£ par an.

- Le Royaume-Uni et la Croatie ont signé une [déclaration commune](#) de coopération, notamment en vue de renforcer les échanges commerciaux bilatéraux.

- Harjinder Kang, ex-négociateur en chef des négociations commerciales avec l'Inde, est [nommé](#) HM Trade Commissioner pour l'Asie du Sud.

- Les accords commerciaux conclus par le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande et l'Australie devraient entrer en vigueur le 31 mai prochain.

Graphique de la semaine : les entreprises britanniques favorisent la détention de bons du Trésor.



Source : Pantheon Macroeconomics.

Clé de lecture : En mars, les entreprises britanniques ont considérablement augmenté leur détention de gilts, de 25,3 Md£, contre une hausse moyenne de 6,2 Md£ observée lors des 12 mois précédents, selon les dernières données de la Banque d'Angleterre.

🔍 **Fait marquant : La *Financial Conduct Authority* (FCA), régulateur technique**

des services financiers au Royaume-Uni, lance une initiative pour redynamiser le London Stock Exchange.

Dans un contexte d'inquiétudes sur les performances et l'attractivité du London Stock Exchange depuis plusieurs mois, le régulateur semble avoir accéléré la mise en œuvre des réformes des marchés boursiers britanniques. Pour rappel, la décrue du nombre d'entreprises cotées sur la Bourse est un problème structurel depuis plusieurs années, le nombre d'entreprises cotées ayant baissé de 17% par rapport à 2015, et de 40% par rapport à 2008. Cette baisse de l'attractivité avait déjà été diagnostiquée par les autorités britanniques; le rapport de Lord Hill, publié fin 2020, formulait déjà une partie des modifications proposées ou actées par la FCA cette semaine.

Dans un Policy Statement, la FCA introduit ainsi la réforme des marchés boursiers secondaires, réforme mise en œuvre immédiatement sauf pour la partie portant sur la transparence post-transactionnelle dont les modifications ne seront effectives qu'à partir d'avril 2024. Les modifications incluent des améliorations dans l'exécution des transactions, la transparence post-négociation pour les actions, la simplification du reporting des transactions exécutées de gré à gré pour tous les instruments financiers et l'utilisation du même « *tick size* » (pas de cotation) que celui appliqué par des places de marché primaire étrangères si celui-ci est plus petit.

De plus, la FCA publie une consultation portant sur les modifications des marchés primaires afin d'attirer et de retenir les entreprises. La principale modification est de supprimer les deux cotations distinctes (standard et premium) et de simplifier les exigences de *reporting* que la cotation *premium* demandait (principalement les obligations de divulgations financières comme les chiffres d'affaires des 3 dernières années ou l'obligation de fournir le besoin en fonds de roulement de l'entreprise). Par ailleurs, les entreprises pourront plus aisément construire des

structures dites « *Dual Class Share* » qui permettent de créer deux types d'actions avec un nombre différent de droits de votes attachés. Les fondateurs et dirigeants pourraient bénéficier d'actions avec davantage de droits de vote leur garantissant un rôle plus important dans les décisions stratégiques suite à une cotation. Enfin, les règles de votes et d'approbations des actionnaires sur les transactions importantes ou avec des parties liées seront simplifiées et moins contraignantes.

Cependant, la FCA conserverait des catégories de cotation distinctes pour d'autres types d'instruments, notamment les fonds d'investissement à capital fixe. Le régime actuel de parrainage (entreprise aidant l'introduction en bourse) serait maintenu, avec des modifications, pour soutenir les entreprises au stade de la demande d'admission à la cote et pour certaines obligations d'information après ce stade.

Actualité macro-économique

La [Banque d'Angleterre](#) poursuit ses opérations de cessions d'actifs réduisant la taille de son portefeuille de *gilts* de 13,7 Md£ au premier trimestre 2023 – Dans le même temps, le stock d'obligations d'entreprises a été réduit de 5,8 Md£. Pour mémoire, la décision de réduire la taille du bilan (QT) de la Banque d'Angleterre a été prise en septembre 2022 et le programme de cession a débuté en novembre 2022. Au 29 mars 2023, le stock total d'actifs détenus par la Banque d'Angleterre au titre de ses opérations d'assouplissement quantitatif s'élevait à 824 Md£ dont 817 Md£ de *gilts* et 7 Md£ d'obligations d'entreprises.

En mars 2023, les ménages britanniques ont largement réduit leurs dépôts à vue afin notamment de soutenir leur consommation – Les ménages ont retiré

4,8 Md£ net de dépôts à vue en mars, contre un dépôt net de 2,6 Md£ le mois précédent. Par ailleurs, 3,5 Md£ ont été placés sur les comptes d'épargne réglementée -*National Savings and Investment (NS&I)*- en mars, après 2,0 Md£ en février, soit le montant le plus élevé de dépôts des ménages sur les comptes NS&I depuis septembre 2020.

Alors que l'indice PMI de S&P Global / CIPS reste globalement stable dans le secteur manufacturier, il est en expansion dans les secteurs de la construction et des services –

L'indice [PMI](#) manufacturier s'est quasiment maintenu en avril, avec une légère baisse à 47,8, contre 47,9 en mars malgré une baisse des commandes domestiques et à l'export. L'optimisme relatif des entreprises manufacturières s'explique notamment par un ralentissement de la hausse des prix des intrants et par de moindres difficultés au sein de leurs chaînes d'approvisionnement. L'indice [PMI](#) du secteur de la construction est passé de 50,7 en mars à 51,1 en avril en lien avec l'intention des propriétaires de

biens commerciaux et résidentiels de réaliser des travaux de maintenance avant l'entrée en vigueur des nouvelles normes d'efficacités énergétiques en avril. Enfin, l'indice [PMI](#) des services atteint 55,9 en avril, après 52,9 en mars en réaction à la plus forte hausse des commandes depuis mars 2022. La résistance de la demande et l'optimisme croissant concernant les perspectives d'activité se sont également traduites par une solide hausse de l'emploi dans ce secteur.

Actualité commerce & investissement

La Trade Remedies Authority, en charge de la défense commerciale, [publie](#) sa stratégie pluriannuelle – Les priorités reflètent les quatre objectifs stratégiques suivants : mener les investigations de manière impartiale, transparente et effective (i), renforcer l'expertise de l'équipe (ii), digitaliser les investigations (iii), et préserver et renforcer la réputation de l'autorité auprès des parties prenantes (iv). Pour mémoire, la légitimité de la TRA a été remise en cause dès sa création puisque le gouvernement avait outrepassé son premier avis en juillet 2021 et a [revu](#) le statut de la TRA en mars dernier. Les dysfonctionnements de la TRA sont aussi internes comme le révèle le taux de rotation des équipes qui s'est élevé à 22 % dans sa première année d'activité. S'agissant de son plan de travail, la TRA prévoit de passer en revue les 43 mesures transitoires héritées de l'UE d'ici 2026.

Le comité, en charge des affaires européennes à la Chambre des Lords [invite](#) le gouvernement à renforcer les relations avec l'Union européenne – Compte tenu des tensions et du « manque de confiance » perçue entre le Royaume-Uni et l'Union européenne depuis la sortie effective du Royaume-Uni de l'UE, le rapport déplore la dégradation des relations et accueille positivement l'amélioration marquée par la signature du cadre de Windsor en février dernier. Le comité regrette également le faible usage des groupes de travail établis dans le cadre de l'Accord de commerce et coopération et préconise d'instaurer une structure unique couvrant l'ensemble des principaux domaines de coopération pour accroître l'usage et l'efficacité des structures de dialogue. S'agissant de la coopération sur les défis mondiaux, le comité se montre favorable à la coopération entre les deux partenaires sur l'Ukraine et invite les deux parties à renforcer leur coopération, notamment pour la mise en œuvre des sanctions.

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

Le gouvernement britannique publie un [Call for Evidence](#) concernant la taxation de la finance décentralisée (DeFi) - Le gouvernement utilisera les informations recueillies lors de cet appel à témoignages pour décider de la nécessité d'améliorer le cadre fiscal pour les activités du secteur de la DeFi. Deux options principales sont proposées. La première consiste à inclure les

cryptoactifs sur lesquels reposent la DeFi dans la législation existante en les qualifiant de « valeurs mobilières ». La deuxième option implique la création de règles distinctes pour les activités de prêt et de prise en pensions (repo) DeFi. Les gains associés à ces opérations financières seraient imposés à l'impôt sur le revenu dans le cas d'un ménage ou à l'impôt sur les sociétés dans le cas d'une entreprise.

Le gouvernement britannique a annoncé une [nouvelle](#) stratégie de lutte contre la fraude financière afin de diminuer de 10% en 2025 le nombre de fraudes commises par rapport au niveau de 2019 – Pour rappel, la fraude est maintenant le délit (« *crime* ») le plus courant en Grande-Bretagne, coûtant près de 7Mds£ par an et touchant une personne sur 15. Ce plan comprend la création d'un organisme d'enquête de 400 personnes et l'interdiction des sollicitations commerciales téléphoniques pour la distribution de produits financiers (y compris les cryptomonnaies). Un autre élément prévoit d'autoriser les banques à retarder plus longtemps le traitement des paiements, de manière à ce que les paiements suspects puissent faire l'objet d'un examen en bonne et due forme. Le gouvernement a déclaré qu'il travaillait avec le régulateur des communications, Ofcom, pour lutter contre la falsification de numéros. Le nouveau plan, qui a reçu un accueil mitigé de la part d'un groupe de défense des consommateurs, est accompagné d'une enveloppe budgétaire de 30M£.

d'intérêts – Sur le T1-2023, le chiffre d'affaires (CA) de Lloyd's a augmenté de 15% par rapport au T1-2022, s'établissant à 4,7Mds£, tandis que ses résultats pré-taxes se sont hissés à 2,3Mds£, contre 1,5Mds£ pour la même période en 2022. Le CA de HSBC a augmenté de 64%, grim pant à 20,2Mds\$ tandis que ses résultats pré-taxes ont augmenté de 8,7Mds\$ au T1-2022 à 12,9Mds\$. Natwest a également vu son CA progresser de 29%, s'établissant à 3,9Mds. Ses profits pré-taxes ont quant à eux augmenté de 49% pour atteindre 1,8Mds£. Enfin, Barclays a vu ses revenus atteindre 7,2Mds£ suite à une hausse de 11%. Son profit pré-taxe a augmenté de 16% pour atteindre 1,8Mds£.

2 Banques et assurances

Les résultats des principales banques britanniques continuent de s'améliorer, en raison notamment de la hausse des taux

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres

Rédacteurs :

Quentin Bon, Carole Lebreton et Sophia Milliaud

Revu par Thomas Ernoult

Pour s'abonner :

londres@dgtresor.gouv.fr